

Kabila dresse son bilan

RD CONGO Le discours à la Nation ressemblait à un adieu... mais sans le dire

- Le président congolais s'est engagé de nouveau jeudi à respecter la Constitution.
- Mais il est resté muet sur son avenir politique, à cinq mois de la présidentielle censée élire son successeur à la tête du pays qu'il dirige depuis 17 ans.

DÉCODAGE

Comprenez mon émotion. » Est-ce un hasard si le président Kabila, s'adressant solennellement aux deux Chambres réunies et, à travers elles, à la nation tout entière, a repris l'adresse célèbre, prononcée par le président Mobutu lorsqu'il décréta la fin du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution, signant ainsi, à terme, sa propre éviction du pouvoir, qui devait intervenir quatre ans plus tard... L'émotion de Joseph Kabila, quoique retenue, était bien réelle mais il fallut attendre la fin de son adresse de plus d'une heure pour la voir affleurer sur le visage d'un homme soudain vieilli, alourdi par des années d'expériences et d'épreuves multiples dont le détail ne fut pas livré.

Ceux qui attendaient un discours de combat furent déçus, ceux qui attendaient l'annonce sensationnelle d'un départ, du choix d'un dauphin, restèrent sur leur faim car Joseph Kabila n'est pas homme à dilapider toutes ses cartes d'un seul geste. De toute manière, le sablier n'est pas encore vide : la date limite pour le dépôt des candidatures à l'élection présidentielle a été fixée au 8 août et d'ici là, quelles que soient les intentions du « rais » (le chef en swahili), bien des événements peuvent encore survenir.

Un pays revenu de loin

Avant de proclamer sa décision finale,

le départ ou une autre prolongation de l'exercice du pouvoir, Joseph Kabila a présenté un bilan exhaustif non pas de son dernier mandat, mais de toute l'action menée depuis cette journée dramatique de janvier 2001 où il fut amené à succéder à Laurent-Désiré Kabila, son père assassiné par son garde du corps.

À l'entendre, il est clair que le Congo est revenu de loin ; voici 18 ans, le risque de balkanisation était bien réel, l'économie était en ruines, les institutions à reconstruire. La remontée fut lente, méthodique : elle passa par la pacification du pays, sa réunification, la promulgation d'une nouvelle Constitution, l'organisation des premières élections démocratiques en 2006, puis la politique dite des « cinq chantiers » lançant la « révolution de la modernité ».

Joseph Kabila n'a pas l'éloquence d'un tribun et lorsqu'il évoque sa « passion pour le Congo », il préfère aligner des chiffres : 23.000 km de routes et pistes ont été tracées ou réhabilitées (dont 3.400 en asphalte), la navigation sur le fleuve Congo a été relancée, les turbines du barrage d'Inga remises en état, des centrales hydroélectriques ont vu le jour au Kivu... À l'entendre, le Congo des an-

nées 2000 était littéralement en panne et il a fallu repartir de zéro : réformer la fonction publique, la magistrature, revoir le code minier à l'avantage des Congolais, relancer l'économie tout entière jusqu'à atteindre, en 2018, un taux de croissance de 4,2 % ; plus que la moyenne africaine, plus que le 1 % de 1960 et le -5 % de 1997...

« Manager de Congo Inc »

Quant au budget de l'Etat, il a lui aussi augmenté de manière significative, passant de 581 millions de dollars en 1997 à 4.600 millions de dollars aujourd'hui tandis que la RDC a progressé sur l'échelle du développement humain. Ce qui n'empêche pas d'autres défis, comme la nécessité de maîtriser la croissance démographique, de lutter

contre le chômage des jeunes, d'assurer la sécurité publique et de lutter contre l'impunité...

Vers la fin, le discours de Kabila, « manager de Congo Inc », une entreprise en pleine croissance appelée RDC, se termina sur d'autres accents. Le regard soudain plus vif, la voix plus animée, le président retrouva des accents nationalistes pour assurer que son pays avait les moyens de financer lui-même le processus électoral à venir, qu'il défendrait, aujourd'hui comme hier, son intégrité territoriale et qu'il pouvait faire confiance à ses forces de sécurité et

VIOLENCES À L'EST

L'armée intervient

Quinze personnes ont trouvé la mort dans des combats entre coalitions des groupes armés locaux et étrangers dans l'est du pays en cinq jours d'affrontements. L'armée a dû s'interposer pour faire cesser les violences qui opposaient une coalition de miliciens congolais et de rebelles hutus rwandais à des miliciens Maï-Maï. (afp)

à son armée. Et Kabila assura que son pays, pas plus que lui-même, n'avait de leçon à recevoir de personne, et surtout pas de ceux qui avaient « contribué à assassiner la démocratie ».

A qui donc faisait-il allusion, avant de conclure sur l'évocation émue des « martyrs » que furent le prophète Simon Kimbangu, Patrice Lumumba et son propre père Laurent-Désiré Kabila ? Avant de se rasseoir, le visage soudain décomposé par l'émotion ou la fatigue, Kabila fit encore appel au patriotisme de la classe politique et au sens des responsabilités de chacun, avant de saluer l'Assemblée sous les applaudissements. Avec la lenteur et la gravité d'un adieu, mais sans le dire... ■

COLETTE BRAECKMAN